

# Des patrons chrétiens à l'assaut de Lutgen

Des économistes et des patrons proches du CDH expriment leur préoccupation face aux choix du parti humaniste.

Le refus du CDH d'entamer les négociations fédérales avec le CD&V, le MR et la N-VA suscite un malaise certain au sein de l'aile droite du parti. En coulisses, plusieurs mandataires expriment leur crainte de perdre une partie de leur électorat. Ils ne sont pas les seuls à s'inquiéter.

Une dizaine d'économistes se sont concertés, début juillet, pour questionner les choix du CDH et manifester leur préoccupation à Benoît Lutgen. Ils se disent « préoccupés » par son refus de négocier une coalition de centre-droit. Des chefs d'entreprise, proches des idées CDH, ont également voulu s'adresser au président humaniste. Comme les économistes, ils plaident pour des réformes socio-économiques. Le CDH - qui reçoit aussi des mails de patrons et d'associations qui le félicitent de ses choix stratégiques - n'a pas répondu à ces courriers critiques. ■

**« Ce "non" est une catastrophe pour le pays et le CDH »**

Luc Willame, CDH et ex-patron de Glaverbel et de la Société régionale de développement de Bruxelles

## Economistes et patrons font pression sur le CDH

COALITION Ils écrivent au président Lutgen car ils ne comprennent pas ses choix

- Des économistes et des patrons proches du CDH ont écrit au président Lutgen.
- Ils se disent « préoccupés » par son refus de négocier une coalition de centre-droit.
- Selon eux, il y a urgence à entreprendre des réformes socio-économiques.

Nous l'avons évoqué ici (*Le Soir* du 12 août) : un malaise étire le CDH, après le refus du parti d'entamer les négociations fédérales avec le CD&V, le MR et la N-VA. Et ce, malgré que le co-formateur Kris Peeters ait déclaré fin juillet que la porte restait ouverte au CDH. Le président Benoît Lutgen rétorque, à juste titre, que les instances du parti ont validé ce refus de s'allier à la N-VA à la quasi-unanimité. En coulisses pourtant, le malaise règne, certainement au sein de l'aile droite du parti. Plusieurs mandataires craignent de perdre une partie de leur électorat.

Et il n'y a pas qu'eux pour s'inquiéter. Des économistes se disant proches des valeurs humanistes, aussi, affichent leur perplexité par rapport aux choix stratégiques du parti. Il nous revient qu'une dizaine d'entre eux (la plupart sont passés par des cabinets PSC ou CDH, chez Maystadt, Milquet, Viseur ou Wathélet

père) s'est concertée, début juillet, pour questionner ces choix et manifester leur préoccupation au président Lutgen. Ils ont échangé des mails et des entretiens téléphoniques, pour tenter de s'accorder sur une démarche commune.

La plupart de ces économistes partageaient la même analyse, même si certains n'avaient pas envie d'apparaître au grand jour ou d'entrer dans le champ politique. D'autres étaient plus nuancés, jugeant que le CDH, en Régions, n'avait pas eu d'autres choix que de s'allier au PS (sinon il était condamné à l'opposition) ; que s'unir à la N-VA était problématique après les propos de campagne ; que le grand écart entre une majorité de centre-gauche en Régions et de centre-droit au fédéral était compliqué ; ou qu'il faut prendre en compte l'aspect politique des choses (comme le danger de fortes tensions internes si le CDH s'alliait aux nationalistes). Tous les économistes contactés n'ont donc pas été aussi actifs dans les échanges de mails, certains ne s'exprimant guère.

Au final, une lettre (dont nous avons eu copie) a été envoyée par mail au président Lutgen le 11 juillet (donc après le non du CDH à la note De Wever, mais avant le lancement des négociations pour la coalition suédoise). Une lettre qui exprime, dès l'en-tête, les « vives préoccupations d'économistes humanistes ». Signée uniquement par Olivier Lefebvre (ex-patron d'Euronext), elle se réfère toutefois à la dizaine d'écono-

mistes évoquée. Quels économistes ? Nous avons identifié Henri Bogaert (ex-Bureau du plan), Luc de Brabant (Boston consulting group), Etienne de Callatay (banque Degroof), Philippe Donnay (Bureau du plan), Jean Hilgers (Banque nationale), Olivier Lefebvre (Baudouin Meunier (ex-Bpost, ex-Belgacom), Bernard Snoy (ex-Berd). L'ancien patron de plusieurs de ces économistes, Philippe Maystadt, que l'on dit « inquiet » aussi, a été consulté, mais il n'a pas participé à l'échange de mails.

Nous avons interrogé plusieurs de ces économistes. Ils nous ont répondu « off the record ». Voici les arguments qui les ont poussés à (ré)agir, une démarche assez courante en Flandre, mais pas du côté francophone.

**1 La précipitation régionale et les conséquences fédérales.** « Nous avons été assez surpris de la précipitation des alliances en Régions et des effets sur le niveau fédéral », soit la complication de la formation du gouvernement, nous explique l'un des économistes.

**2 Le refus rapide et sans appel de la note De Wever.** Certes, ces économistes avouent nourrir une grande méfiance vis-à-vis de la N-VA. Mais ils constatent qu'elle est incontournable du côté flamand. « Le refus catégorique du

CDH d'entrer en discussion sur la base de la note de Bart De Wever » les a donc perturbés. Et ils jugent les arguments humanistes « légers ». « Pourquoi dire

non à cette note qui était de l'eau tiède ?, lance l'un d'eux. Il aurait été plus intelligent pour le CDH d'y aller, mais il a fait l'erreur tactique de penser que le MR ne monterait pas tout seul dans la "kamikaze" et que la tripartite classique reviendrait. Or, la kamikaze pourrait plaire au-delà de l'électorat MR... »

**3 Les indispensables réformes socio-économiques.** Pour ces économistes, « la priorité du gouvernement fédéral est socio-économique ». Il y a, disent-ils, urgence à mener des réformes en matière de compétitivité, de marché de l'emploi, de finances publiques et de pensions. Sous peine de faire peser un risque sur bien-être des citoyens et la viabilité du système social.

**4 La responsabilité du CDH.** Le parti centriste « a toujours assumé sa part de responsabilité dans les moments socio-économiques importants, argumente un économiste, citant le gouvernement Martens-Gol ou les plans de convergence sur la compétitivité. Et la présence du CDH à la table aurait renforcé le pôle francophone. Cela nous paraît plus responsable que de rester au balcon. D'autant que, si la suédoise réussit, elle aura démontré que le CDH est "irrelevant". » Un autre ajoute : « Pour le CDH, il aurait mieux valu en être, pour porter les idées centristes et ne pas

être vu comme un parti inutile. »

**5 Le lien avec le CD&V.** Les économistes, comme plusieurs mandataires CDH, attachent de l'importance à la concertation avec le CD&V. « Les sensibilités du CDH et du CD&V sont très proches, explique l'un. L'absence de dialogue sur les questions socio-économiques est inquiétante. Ne fallait-il pas recréer un axe avec le CD&V, avec un relais vers la CSC et les piliers ? » Un autre embraie : « Dire oui à De Wever était très difficile, mais il était plus facile de dire oui à Kris Peeters ou Charles Michel. »

**6 La tiédeur du PS pour les réformes.** Les économistes doutent manifestement de la possibilité de réaliser les réformes évoquées plus haut avec le PS. N'a-t-il pas rejeté, par exemple, le rapport de la Commission pour la réforme des pensions ? « Il faut une réforme importante des pensions, de la fiscalité, du marché du travail, témoigne l'un d'eux. Et un gouvernement de centre-droit est peut-être davantage la bonne configuration pour cela. Je ne suis pas anti-PS, mais il n'est pas malsain d'avoir une alternance. J'ai été très déçu de voir le CDH s'associer au PS et refuser de répondre aux sollicitations de la N-VA, puis du CD&V. Il aurait dû s'asseoir à la table. »

« Si Charles Michel est malin, nous glisse-t-on in fine, il ira chercher des gens du centre-droit, pour élargir le sou-

tien à la coalition suédoise. Il prouverait ainsi qu'il ne rentre pas dans ce gouvernement pour des raisons alimentaires (les portefeuilles ministériels, NDLR) et prendrait des électeurs au CDH... »

En conclusion, la lettre envoyée au président Lutgen lui demandait un rendez-vous, afin qu'il puisse expliquer sa ligne aux économistes, qui ne la comprennent guère. Envoyé le 11 juillet par Olivier Lefebvre (qui avait déjà écrit en 2010 au CDH sur le thème du confédéralisme en s'en prenant à... la N-VA), le mail est resté sans réponse (il serait arrivé dans les spams du parti). Un rappel a été renvoyé le 23 juillet. Sans réponse.

Au courant de la démarche des économistes, des patrons (en marge de l'Adic, l'Association chrétienne des dirigeants et cadre) ont aussi écrit à Benoît Lutgen sous la plume de Baudouin Velge (lire ci-contre). Pas de réponse non plus.

Contacté, Benoît Lutgen se contente de renvoyer à l'interview de Vincent Reuter, l'administrateur délégué de l'Union wallonne des entreprises, mercredi sur *La Première* : « Nous avons lu avec beaucoup d'attention ses propos : il prédit à la suédoise une guérilla communautaire orchestrée par la N-VA : "on va continuer à embêter les francophones de la périphérie". Tout le monde va trinquer... » (17 milliards à économiser). ■

MARTINE DUBUISSON

## Ne pas rejeter la suédoise a priori

Le monde des économistes et celui des patrons s'entre-croisent. Quand des chefs d'entreprise, proches des idées CDH, ont eu vent de la démarche évoquée ci-dessus, l'idée a germé de s'adresser au président Lutgen aussi. On nous explique : « En périphérie de l'Association chrétienne des dirigeants et cadres (Adic), un groupe de chefs d'entreprise se rencontre de temps en temps et rencontre des hommes politiques et autres. Il y a un an, à une vingtaine, nous avons rencontré Benoît Lutgen. Quand le CDH a refusé la coalition suédoise, Baudouin Velge, après

concertation, lui a écrit en faisant référence à cette rencontre, pour lui demander de nous recevoir. Nous voulions évoquer avec lui ce que la "suédoise" peut réaliser plutôt que de la rejeter a priori. Mais nous n'avons reçu aucune suite. Au contraire, les propos publics de Benoît Lutgen ont rendu cette démarche caduque car il n'était plus possible de revenir en arrière. » Ici aussi, on défend les réformes socio-économiques et on juge que le CDH, comme parti du centre, pourrait y contribuer.

Philippe Delaunois, ex-patron de Cockerill Sambre, de l'UWE et du Groupe l'Avenir, ne reven-

dique aucune couleur politique et n'a signé aucune lettre. Mais il n'aime pas, nous dit-il, les partis qui en excluent d'office un autre : « Je ne partage pas les idées de la N-VA, mais la situation belge est très grave. Il faut prendre les mesures que les organisations patronales demandent sur les coûts salariaux et de l'énergie. Il serait bien de faire un bout de chemin avec qui veut mener cette tâche difficile. Il aurait fallu négocier avec la N-VA sur base d'un programme très précis, sans relents communautaires. Il faut que le pays s'en sorte, se ressaisisse. » ■

B.Dx et Ma.D.

**LA LETTRE****Willame :  
« Ce "non"  
est une  
catastrophe »**

C'est sur le coup de la déception que Luc Willame, CDH et ex-patron de Glaverbel et de la Société régionale de développement Bruxel-

loise, a écrit à Benoît Lutgen, lui signifiant que son « non » à une négociation avec De Wever est « une catastrophe pour le pays et le CDH, une erreur historique » : « Pour le maintien du pays, je suis très choqué que le CDH n'ait pas compris cet enjeu. » Il estime que gouverner en Wallonie avec

le PS présente des risques : « Les parvenus sont toujours là ; difficile, après 25 ans, d'être un facteur de changement. » Luc Willame n'a pas encore rendu sa carte de parti mais, nous précise-t-il, « les électeurs du centre droit au CDH vont avoir une raison de voter autrement ». Récemment,

ajoute-t-il, un ami m'a apostrophé : « Ça va les CCDH ? - comprenez Cocus du CDH ».

B.DX.

L'intégrale de la lettre sur [lesoir.be](http://lesoir.be)

**LES ÉCONOMISTES****Olivier  
Lefebvre**

CEO de la société Xylowatt, cet économiste de l'UCL a été conseiller de Maystadt aux Finances, patron de la Bourse de Bruxelles et d'Euro-next. Il est administrateur de la SRIW.

**Henri Bogaert**

Cet économiste de l'Université de Namur, a été le patron du Bureau du Plan, d'où il a notamment travaillé pour J-L Dehaene au Plan Global.

**Luc de  
Brabandere**

Professeur à l'UCL, ce mathématicien devenu philosophe, bref patron de la Bourse, a été partenaire du Boston Consulting Group (aujourd'hui Senior Fellow).

**Etienne de  
Callataÿ**

Prof d'économie à Namur et à l'UCL, il est le chef économiste de la Banque Degroof après avoir été chef de cabinet du Premier Martens et tadt aux Finances.

**Philippe  
Donnay**

Il est le nouveau patron du Bureau du Plan, après avoir été à la banque Degroof, à la FEB, le directeur du centre d'études du CDH et net de Joëlle Milquet.

**Jean Hilgers**

Il est directeur à la Banque Nationale après être passé à la CGER puis dans des cabinets chrétiens (Martens, Wathelet Sr) et chef de cabinet aux finances de Maystadt et Viseur. Il est président de l'UCL.

**Baudouin  
Meunier**

Economiste et ex-professeur à Namur, il fut chef de cabinet de Maystadt aux Finances. Ex membre du comité de direction de et de bpost, il dirige aujourd'hui la clinique de Mont Godinne.

**Baudouin Velge**

Economiste de la KUL, ex-chef économiste de la FEB, le directeur d'Interel et du Cercle de Lorraine, a été patron de la Fedis. Il est professeur de communication à l'UCL.